



Un prix pour l'équipe des communications du CECCE



par **Stéphane Jobin**

[Voir tous les articles de Stéphane Jobin](#)

Article mis en ligne le 15 octobre 2009 à 0:03

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

L'équipe du service des communications du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) a récemment remporté le Prix de distinction de l'Association canadienne des agents de communication en éducation (ACACÉ), à l'occasion de la remise des Prix BRAVO! qui s'est déroulée à Montréal. Le programme de communication soumis par le CECCE a été retenu pour la qualité de la recherche, de la planification, de l'exécution et de l'évaluation du nouveau programme de prématernelle à trois ans, «Petits pas à trois». Félicitations à toute l'équipe! Sur la photo,

dans l'ordre habituel : Thierry L'Écuyer, concepteur graphique, Roxanne Deevey, directrice des communications, Lise Bourgeois, directrice de l'éducation, Émilie Massé, agente aux communications, Céline Bourbonnais, agente aux communications, et Micheline Labrecque-Trottier, commis-secrétaire.





Un troisième Salon du livre jeunesse à Orléans

L'auteur de la région Marc Scott nommé à la présidence d'honneur



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 15 octobre 2009 à 0:03

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Tous les élèves des écoles catholiques du secteur Est auront encore une fois cette année l'occasion de participer au troisième Salon du livre jeunesse d'Orléans, qui se déroulera à l'École secondaire catholique Garneau, le 28 octobre prochain. Les élèves auront par la même occasion la chance de rencontrer une brochette d'auteurs de littérature jeunesse dont Andrée Poulin, Lysette Brochu et André Paul.

Mme Poulin profitera de l'occasion pour lancer son livre *Mon papa ne pue pas*. L'auteure Lysette Brochu présentera également son dernier-né, intitulé *Camille et la fête de l'Action de grâce*.

Toutes les librairies de la région de même que la Bibliothèque publique d'Ottawa (BPO) participeront à l'événement, qui a pour but de promouvoir la lecture chez les jeunes d'Orléans.

Le président d'honneur du salon cette année sera le conteur et auteur Marc Scott. Il sera de la partie pour divertir les enfants et leur donner le goût de la littérature. Celui-ci lancera également son nouveau livre, *Le dauphin de Noémie*.



Le conteur et auteur Marc Scott assumera la présidence d'honneur du 3e Salon du livre jeunesse d'Orléans. Photo : Gracieuseté des Éditions du Chardon Bleu

«C'est un plaisir de présider un salon comme celui-ci, qui s'adresse particulièrement aux jeunes, question de leur donner le goût de la lecture. J'ai passé ma carrière d'enseignant dans l'Est ontarien, à Plantagenet, à Rockland, à Cornwall, à Hawkesbury et à Ottawa, et maintenant, j'ai l'occasion de faire découvrir la lecture aux enfants de ces anciens élèves. J'adore lorsqu'un élève ou un parent

m'approche, en demandant qui a écrit tel ou tel livre. Les gens semblent toujours surpris lorsque je leur dis que ça vient de la région, que c'est un des leurs qui écrit et publie de telles histoires.»

M. Scott, qui est également fondateur de la maison d'édition Les Éditions du Chardon Bleu, considère qu'en tant que parents, il faut porter une attention particulière à ce qui tombe entre les mains des enfants et s'assurer de promouvoir la langue française et les auteurs franco-ontariens.

Cette année, les jeunes pourront aussi créer des bandes dessinées avec l'illustrateur, auteur et bédéiste Éric Péladeau.

Une exposition de livres écrits et conçus par des jeunes de différentes écoles de la région fera aussi partie de l'événement.

«Des jeunes de l'École La Source ont écrit des textes. Les élèves de l'École Des Voyageurs ont produit un livre de recettes et plusieurs élèves de Garneau ont été publiés dans l'édition Pot Pourri de la BPO, qui sera aussi exposé au Salon», a indiqué l'organisateur de l'événement, Yves Joseph Georges.

Des élèves de 8e année de l'École Garneau feront aussi du micro-théâtre toute la journée. Un groupe de musiciens de l'école offrira également des performances.

Le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est invite la population à se rendre au 3e Salon du livre jeunesse d'Orléans, qui aura lieu à l'École secondaire Garneau, le 28 octobre prochain, de 9h à 19h.



Un programme d'activités après l'école pour les jeunes



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 13 octobre 2009 à 10:37

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le gouvernement ontarien a lancé un nouveau programme qui s'adresse à environ 15 000 jeunes de la première à la 12e année provenant de quartiers ciblés à travers la province. L'initiative provinciale d'activités après l'école aura entre autres pour but d'offrir des activités éducatives sur l'alimentation et la nutrition afin de combattre l'obésité chez les enfants, d'encourager un style de vie actif et d'offrir des activités sur la santé et le bien-être personnel pour favoriser l'estime de soi.

«L'Initiative d'activités après l'école aidera à combattre l'obésité chez les enfants en encourageant les jeunes à être plus actifs et à mieux s'alimenter. Elle les aidera aussi à acquérir de meilleures aptitudes pour devenir des personnes capables de penser et d'agir avec confiance», a indiqué la ministre de la Promotion de la santé, Margaret Best.

Ce programme a été mis sur pied pour répondre aux recommandations du Rapport sur les causes de la violence chez les jeunes soit de créer des programmes pour promouvoir l'alimentation saine et les activités positives ainsi que pour aider les jeunes à abandonner la rue. **(K.B.)**



Les leaders de demain se réunissent



par **Stéphane Jobin**

[Voir tous les articles de Stéphane Jobin](#)

Article mis en ligne le 15 octobre 2009 à 0:56

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Quelque 73 jeunes de différentes communautés francophones du pays ont participé au Forum jeunesse du Richelieu International, qui se tenait en marge du congrès de l'organisme, cette fin de semaine. Les jeunes âgés entre 15 et 19 ans ont été fort occupés au cours de ce weekend d'activités. Samedi, ils ont d'abord participé à la conférence d'ouverture du philosophe Albert Jacquard. Ils ont par la suite pris la route de La Cité collégiale, où ils se sont transformés en porteurs d'eau dans le but de sensibiliser la population à venir en aide à de jeunes enfants de la Francophonie qui, à travers le monde, n'ont pas accès à l'eau potable. Cette activité était réalisée en collaboration avec le regroupement *Sois un héros*.

«C'est un thème d'actualité. On réalise qu'il y a beaucoup de jeunes dans des pays défavorisés qui manquent d'eau. C'est pour ça que la marche était centrée sur les porteurs d'eau, parce que symboliquement, on voulait parler des jeunes de ces pays-là qui sont obligés de parcourir plusieurs kilomètres par jour pour aller chercher de l'eau», a expliqué le président du Forum jeunesse, Gilles Gratton.

Les bouteilles d'eau portées par les participants ont ensuite été mises en vente au profit de projets humanitaires dans les pays francophones défavorisés.

Puis, dimanche, à la Ferme Bearbrook de Navan, les jeunes ont pris part à diverses activités éducatives d'exploration des valeurs du leadership, de l'engagement communautaire et de la promotion de la francophonie, sous la supervision d'animateurs de la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF). «Notre forum est aussi un camp de leadership», a rappelé M. Gratton.



Plus de 70 jeunes francophones ont participé au 10e Forum jeunesse qui se tenait dans le cadre du congrès du Richelieu International. Photo : Étienne Ranger

Selon lui, l'ensemble de l'événement a été un succès. «Ça s'est très bien déroulé. Les jeunes sont repartis avec un tas de souvenirs. On voit dans leur comportement qu'au cours de la fin de semaine, ils deviennent de plus en plus proactifs», a-t-il souligné, ajoutant que plusieurs d'entre eux répéteraient l'expérience.

Les participants au Forum jeunesse sont parrainés par les clubs Richelieu locaux, qui s'occupent des dépenses et fournissent le transport. Il s'agissait du dixième Forum jeunesse à se tenir en même temps que le congrès des Richelieu.



La science de demain appartient aux jeunes

par Sandy Chirol

[Voir tous les articles de Sandy Chirol](#)

Article mis en ligne le 15 octobre 2009 à 0:00

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

«La découverte et l'exploration scientifique : une fenêtre sur le présent et l'avenir», voilà le thème de cette nouvelle édition de la Semaine nationale de la science et des technologies, qui commence ce vendredi. @R:À Ottawa et dans la région, une dizaine d'événements pour tous les publics mettra à l'honneur l'évolution de la science et les avancées technologiques autour d'activités tout aussi enrichissantes que ludiques. Comme les jeunes d'aujourd'hui seront les premiers témoins de ces avancées technologiques, plusieurs manifestations leurs sont consacrées.



Photos : Gracieuseté de Ressources naturelles Canada

Ressources naturelles Canada organise notamment ce dimanche 18 octobre un rendez-vous scientifique pour les enfants de 6 à 14 ans. Les jeunes accompagnés de leurs parents sont invités gratuitement à prendre part aux quelque 70 activités pédagogiques variées, proposées par les différents ministères associé à cet événement comme ceux de la Culture ou de l'Agroalimentaire.

L'enfant pourra entre autres se familiariser à l'art autochtone comme à la topographie, aux différentes espèces animales du Canada ou encore participer à une exploitation minière où les minéraux à découvrir ne sont autre que des biscuits en chocolat. Il pourra également admirer la collection de photographies de la photothèque nationale de l'air de Ressources naturelles Canada.

Cet événement, qui jouit d'une certaine notoriété depuis son lancement il y a une quinzaine d'années, tient à garder une programmation d'activité quasi identique d'une année à l'autre. «La plupart des activités sont présentées depuis plusieurs années car elles rencontrent toujours autant de succès. Nous ne pouvons pas vraiment nous calquer sur le thème national car nous tenons à nous consacrer sur l'industrie qui couvre les ressources naturelles. Toutefois, ils (les enfants) pourront aussi apprendre le fonctionnement des satellites et des systèmes de positionnement global (GPS)», explique Martin Aubé, directeur général de la direction de la science et de la technologie du ministère des Ressources naturelles du Canada.

Comme la fête d'Halloween approche, le public est aussi invité à l'École secondaire de La Salle, le 30 octobre, pour voir voler des citrouilles. Les élèves participants auront dû concevoir et construire un système de protection pour la citrouille, ainsi qu'un appareillage pour lui permettre de se déplacer dans l'air ou de planer. Ces créations ont dû faire appel à leurs connaissances scientifiques apprises pendant leur scolarité.

Deux étudiants canadiens du troisième cycle qui ont pu voir leurs travaux récompensés il y a peu exposeront leurs recherches lors du colloque annuel de la Société royale du Canada pour le lancement de la Semaine nationale de la science et des technologies, qui aura lieu vendredi 16 octobre au Musée des sciences et de la technologie du Canada.

Le programme complet des manifestations est consultable sur le site Web www.science.gc.ca.



Des capsules pour guider les éducatrices et les parents



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 15 octobre 2009 à 0:10

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Une nouvelle ressource est disponible pour les éducatrices et les parents grâce à l'Association francophone à l'éducation des services à l'enfance de l'Ontario (AFÉSEO). L'Association a mis en ligne sa nouvelle ressource, Enfants en action, qui consiste en environ 70 capsules qui présentent des pratiques exemplaires captées dans des centres de services à l'enfance. Les extraits vidéos sont disponibles sur le Web, au www.afeseo.ca. Les capsules sont également disponibles sur iTunes afin d'aller rejoindre le plus de gens possibles.

«L'objectif est de donner le goût aux éducatrices et aux parents de laisser rire, jouer et vivre leurs enfants», explique la directrice générale de l'Association, Maryline Dion.

«Les capsules ont aussi pour but de donner des exemples d'activités à faire avec les enfants qui vont stimuler leur développement et où ils vont avoir du plaisir en jouant», ajoute-t-elle.

L'équipe de développement du projet s'est rendue partout en province, dans des services à l'enfance, pour «aller chercher des moments magiques avec des éducatrices et des enfants en action».

Les parents peuvent aussi y puiser des idées et obtenir des trucs de professionnels comme ceux d'une orthophoniste, par exemple. Selon Mme Dion, les étudiants en services à l'enfance ou au baccalauréat en éducation peuvent également consulter les capsules pour apprendre des trucs.

Celles-ci ont été réalisées pour répondre à un besoin à travers la province et «reconnaître les belles choses qui se passent dans nos milieux et partager nos idées», toujours selon la directrice générale.

Le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO) a aussi participé au projet, notamment sur le plan technique.

L'AFÉSEO compte aussi poursuivre le projet en le diffusant dans ses milieux. «Un projet de deuxième phase a été déposé au ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse, mais a été refusé. Nous ne nous arrêterons pas là. Nous souhaitons diffuser nos capsules dans nos milieux et aller donner de la formation», souligne Maryline Dion.

4 ACTUALITÉS

Gatineau et Ottawa n'ont pas postuler pour accueillir l'Expo universelle de 2017

Bélanger déplore le désintérêt local pour l'Expo

JOËL-DENIS BELLAVANCE
LA PRESSE

Le député libéral d'Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger, se dit sidéré d'apprendre que seulement deux villes canadiennes ont manifesté leur intérêt pour accueillir l'Exposition universelle de 2017.

Il souhaitait que la région de la capitale, formée des villes d'Ottawa et de Gatineau, soumette sa candidature. Cela aurait été une façon extraordinaire, selon lui, de souligner le 150^e anniversaire de la fondation du Canada.

Il y a trois ans, M. Bélanger a consulté des groupes de personnes à travers le pays pour connaître leurs idées sur les célébrations du 150^e.

«L'idée la plus récurrente était d'organiser une nouvelle exposition universelle comme celle de 1967 pour marquer le centenaire. On suggérait les candidatures de Toronto ou d'Ottawa. J'ai fait un rapport que j'ai envoyé à tous les gouvernements provinciaux et au bureau du premier ministre», a dit M. Bélanger.

Appel aux deux maires

En juillet 2007, M. Bélanger a proposé aux maires d'Ottawa et de Gatineau que leurs villes soumettent une candidature commune. Si le maire d'Ottawa s'est montré favorable, le maire de Gatineau n'a pas donné suite à cette idée.

À l'automne 2007, M. Bélanger s'est même rendu à Paris afin de mieux comprendre les critères de sélection de ville hôte de



Dans le cadre d'une tournée pour préparer les 150 ans du Canada, Mauril Bélanger était venu visiter l'école secondaire publique De la Salle, à Ottawa, où il avait rencontré des étudiants. En juillet 2007, le député d'Ottawa-Vanier avait suggéré aux maires d'Ottawa et de Gatineau de faire une demande de candidature conjointe pour accueillir l'Expo de 2017, de façon à marquer l'anniversaire de la fondation du pays.

Bureau international des expositions.

«De toute évidence, il n'y a pas eu beaucoup de tapage du ministère du Patrimoine pour encourager les villes à présenter

leur candidature. Je ne savais pas qu'il y avait seulement deux villes intéressées. On veut célébrer le 150^e anniversaire du pays et on n'en parle pas. Pourtant, on ne peut attendre l'année d'avant

pour le planifier», a dit M. Bélanger.

M. Bélanger a souligné qu'aucune ville de l'Ontario n'a obtenu les Jeux olympiques ou l'Expo, alors que Vancouver a

obtenu l'Expo en 1986 et les Jeux olympiques d'hiver de 2010. Calgary a pour sa part organisé les Jeux olympiques de 1988 et tente sa chance pour décrocher l'Expo de 2017.

Une proposition qui semble être tombée dans l'oubli

PHILIPPE ORFALI
porfali@ledroit.com

Le 2 août 2007, quelques semaines après s'être entretenu avec le député libéral Mauril Bélanger au sujet d'une candidature régionale pour accueillir l'Exposition universelle, le maire d'Ottawa Larry O'Brien annonce à la surprise générale qu'Ottawa va se lancer dans la course pour obtenir l'Expo de 2017. «Pourquoi ne pas avoir un rêve, ce sera les 150 ans du Canada et nous pouvons amener les gens du monde ici pour célébrer ça et nous pour-

rons certainement obtenir du financement du fédéral et du provincial», dit-il ce jour-là.

À l'époque, la nouvelle avait surpris de nombreux conseillers municipaux, avec qui le maire avait apparemment omis de partager la nouvelle.

Mais rapidement, la proposition semble être tombée dans l'oubli.

En réalité, le maire d'Ottawa n'a jamais abordé la question avec ses collègues du conseil: l'idée de soumettre la candidature d'Ottawa pour la tenue d'une foire internationale n'a

jamais figuré à l'ordre du jour du conseil municipal.

La faute à l'autre

En réponse aux commentaires de M. Bélanger, hier, les divers élus de la région se sont lancés la balle pour expliquer l'absence d'Ottawa dans la liste des candidats.

L'attaché de presse du maire O'Brien, Jasmine MacDonnell, a insisté que la poursuite, puis le procès pour fraude et trafic d'influence dont a fait l'objet le maire d'Ottawa n'y étaient pour rien.

«Oui, le député Mauril Bélanger a effectivement abordé la question avec le maire en 2007. Nous sommes d'ailleurs surpris de n'avoir jamais rien entendu de sa part depuis ce temps, a dit l'attachée de presse. Le maire O'Brien se concentre sur les priorités pour lesquelles il a été élu, comme le transport en commun ou Lansdowne. L'Expo n'en fait pas partie.»

Le conseiller Bob Monette reconnaît que la question n'a jamais été abordée au conseil. À son avis, la Ville s'en trouve perdue, car cela aurait été

une belle façon de célébrer les 150 ans du Canada. «Je ne peux parler au nom du maire, mais pour moi ça aurait été important qu'Ottawa applique. Mais personne ne nous a approchés pour que nous le fassions. Je l'aurais fait avec plaisir, si j'avais pu.»

De son côté, l'attachée de presse du ministre responsable de l'Outaouais Lawrence Cannon — qui était favorable à la venue d'un tel événement à Ottawa-Gatineau — a indiqué hier soir que «le choix de poser la candidature ou non relève du palier municipal.»

Sur le web ledroit.cyberpresse.ca

QUESTION DU JOUR
Grippe A (H1N1): comptez-vous vous faire vacciner?
Oul 37% Non 63% 297 votes

ÉLECTIONS MUNICIPALES
Préparez-vous pour le 1^{er} novembre en suivant les campagnes électorales à Gatineau et ailleurs en Outaouais dans nos dossiers spéciaux.

SOMMAIRE

Actualités	20	Mot mystère	39
Arts	28	Nécrologie	43
Calendrier communautaire	17	Petits bonshommes	24
Citation secrète	38	Petites annonces	36
Economie	25	Sudoku	24
Forum	18	Sports	45
Gratton	8	Statistiques	47
Horoscope	24	Weekend	32
Loteries	29		
Mots croisés	24		

LeDroit
POUR COMPRENDRE LE MONDE

MÉTÉO abitibi bowater

Max. 5 Min. -4

Ensemble avec passages nuages.
Plus de détails en page 47

COMMENT NOUS JOINDRE ?

Nos adresses
47, rue Clarence
Pièce 222
C.P. 8860, Succ. T
Ottawa (Ontario)
K1G 3J9

Promenades de l'Outaouais
C.P. 82050
Gatineau (Québec)
J8T 8E1

Renseignements généraux
613-562-0111
Postes Canada no de clientèle: 455180

Rédaction
613-562-0333
télécopieur 613-562-7539
nouvelles@ledroit.com

Abonnements et livraison du journal
613-562-0555
1 800-267-6961
Télécopieur: 613-562-7553
tirage@ledroit.com
www.cyberpresse.ca/abonnement
Lundi au vendredi: 6 h - 16 h 30
Samedi: 7 h - 12 h

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX: 613-562-0111

Publicité (annonces commerciales)
613-562-7747
Télécopieur: 613-562-7572
Lundi au vendredi: 8 h 30 à 16 h 30

Petites annonces
613-562-0222
1 800-267-9555
Télécopieur: 613-562-7782
Lundi au vendredi: 8 h - 19 h
Samedi: 8 h - 12 h
petitesannonces@ledroit.com
necrologie@ledroit.com

LEDROIT, LE JEUDI 15 OCTOBRE 2009



Roger Paul : membre honoraire de l'ACACÉ

Lors du congrès de l'Association canadienne des agents de communication en éducation (ACACÉ) qui a eu lieu du 4 au 6 octobre 2009 à Montréal, M. Roger Paul, directeur de l'éducation et secrétaire du Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO) a été nommé membre honoraire de l'ACACÉ.

M. Paul a reçu cette nomination pour son apport considérable dans le domaine des communications en éducation. Il a également contribué à l'épanouissement de l'ACACÉ et de la profession en général en créant, entre autres, un Service des communications au CSDCEO et en ajoutant les communications comme objectif dans les deux plans stratégiques du CSDCEO. Il est aussi reconnu pour promouvoir l'importance des communications en éducation et des relations avec les médias, et pour favoriser la coopération entre les diverses organisations en éducation. De plus, il a toujours encouragé les consultations auprès des parents et prôné l'importance d'informer les parents de l'impact que leur participation à la vie scolaire peut avoir sur la réussite de leur enfant.

En rappel, M. Roger Paul prendra sa retraite en janvier 2010, après 32 années dévouées à l'éducation, dont neuf passées au CSDCEO et six à titre de directeur de l'éducation.

L'ACACÉ est une association professionnelle nationale ayant pour but d'encourager et d'améliorer l'excellence dans le domaine des communications en éducation afin de contribuer à la réussite des élèves.



M. Roger Paul a été nommé membre honoraire de l'ACACÉ. Nous le voyons en compagnie de M. Simon Vinet, président de l'ACACÉ.

François Turpin nommé à la surintendance de l'éducation

Le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO) annonçait, le mardi 29 septembre 2009, la nomination de monsieur François Turpin à la surintendance de l'éducation, à compter du 5 octobre 2009.

Monsieur Turpin occupe présentement les fonctions de directeur du Service de l'aménagement linguistique. Il possède une grande expertise dans le domaine de l'éducation, tant au palier élémentaire que secondaire. Par le passé, il a occupé un poste de conseiller pédagogique au Centre franco-ontarien des ressources pédagogiques (CFORP) en 2000, puis au CSDCEO en 2001. Il a été directeur adjoint à l'École secondaire catholique régionale de Hawkesbury de 2002 à 2006. Le ministère de l'Éducation de l'Ontario a ensuite retenu ses services pour une période de deux ans, afin qu'il œuvre au Centre de leadership en éducation (CLÉ) en tant qu'agent de projet responsable de l'accompagnement au niveau de l'amélioration du rendement des écoles secondaires françaises de la province. Dans le cadre de ses fonctions, monsieur Turpin a offert une formation traitant d'analyse de données et de planification à plusieurs directions d'école en province, de même qu'à divers conseils scolaires de langue française.



M. François Turpin a été nommé surintendant de l'éducation au CSDCEO, à compter du 5 octobre 2009.

Monsieur Turpin détient un baccalauréat en éducation physique, ainsi qu'un baccalauréat en éducation, avec spécialisation en biologie et éducation physique (aux cycles intermédiaire et supérieur).

Cette page d'information vous est offerte grâce à un partenariat entre le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien et le quotidien LeDroit.



Ensemble, nous faisons toute une différence!

Les écoles catholiques de langue française du CSDCEO offrent des programmes pour la réussite de tous les élèves, tant au palier élémentaire que secondaire. Avec un meilleur départ dans nos garderies et centres éducatifs, nos élèves acquièrent des valeurs catholiques, une excellente maîtrise du français et un bilinguisme de haut niveau.

1 800 204-4098
www.csdceo.ca

Le Québec entre officiellement à l'UNESCO

MICHEL DOLBEC
LA PRESSE CANADIENNE

PARIS — Pour la première fois, un membre du gouvernement québécois, en l'occurrence la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, vient de prendre la parole à la Conférence générale de l'UNESCO, à Paris, pour y exprimer « de manière formelle et solennelle » les positions de l'État québécois. L'événement est passé inaperçu : il s'agissait pourtant d'un précédent historique, dont l'Opposition s'est empressée de contester la réelle portée.

« J'étais là pour porter la voix du Québec à l'UNESCO, a souligné M^{me} Courchesne, en entrevue, plus tôt cette semaine. Que le Québec dispose de ce siège avec droit de parole, c'est énorme. La parole du Québec est équivalente à celle des autres pays. Le Québec a fait un gain extrêmement

important. C'est extrêmement important qu'il puisse donner son opinion. »

La Conférence générale, c'est, comme on dit, la « grand-messe » de l'UNESCO. Regroupant les 190 pays membres de l'organisation onusienne, elle se réunit tous les deux ans. La ministre Courchesne y a pris la parole à deux occasions dans le cadre d'une table ronde regroupant environ 70 ministres de l'Éducation du monde entier.

Cette double intervention de quelques minutes — comme le veut l'usage — est venue concrétiser une entente conclue entre les premiers ministres Stephen Harper et Jean Charest, en 2006, entente qui accordait une place au Québec au sein de la délégation permanente du Canada à l'UNESCO. Dans la foulée, le Québec avait rapidement désigné son représentant, l'universitaire

Michel Audet, en poste à Paris depuis deux ans et demi.

« L'intervention de la ministre a été la concrétisation de la légitimité du Québec à l'UNESCO, a analysé M. Audet. À l'intérieur de la délégation canadienne, le Québec peut parler de sa propre voix, faire valoir ses expériences, exposer ses positions et faire ses appels de manière formelle et solennelle. »

« Pétage de bretelle »

Cependant, pour la critique de l'opposition officielle en matière de Relations internationales, Louise Beaudoin, il n'en est rien. « C'est du *pétage de bretelle*. À l'UNESCO, c'est le Canada qui décide », a-t-elle tranché.

L'ex-ministre péquiste reproche particulièrement à la délégation québécoise d'avoir « gardé le silence », en septembre, lors d'une importante réunion sur

la mise en œuvre de la Convention sur la diversité culturelle. M^{me} Beaudoin aurait souhaité que la délégation québécoise conteste à cette occasion deux articles susceptibles de diminuer la portée de la convention.

« Ils avaient une directive du Conseil des ministres en ce sens, assure-t-elle. Ils n'ont pas ouvert la bouche, ils ne se sont pas levés, parce que le Canada n'était pas d'accord. Il faut savoir parler quand ça compte, pas juste quand c'est symbolique et que ça n'a aucune conséquence. »

La Table ronde à laquelle a pris part M^{me} Courchesne avait pour thème « Quelle éducation pour l'avenir? ». La ministre y a souligné que « tous les États, du Nord comme du Sud, sont confrontés aux mêmes constats, aux mêmes difficultés et aux mêmes défis ». Ils concernent notamment le décrochage scolaire (chez les

garçons surtout), la revalorisation du métier d'enseignant, la formation professionnelle, les enjeux environnementaux ou la mise en œuvre d'une école « ouverte et inclusive » respectant « les valeurs et les identités ».

En conclusion, la ministre a appelé ses homologues à « défendre l'éducation comme une priorité au sein de leurs parlements, malgré le contexte économique ».

Si on exclut la Belgique (dont le système est très particulier), c'était la première fois qu'un État fédéré s'exprimait de la sorte à une table ronde ministérielle, souligne-t-on du côté québécois. Dans toutes les agences de l'ONU, seuls les États souverains ont droit de parole. « C'était un moment fort », résume Michel Audet.

M^{me} Courchesne est rentrée au Québec mardi.

Autos Careers Classifieds Homes



Kids with H1N1 symptoms admitted to CHEO

By DONNA CASEY, SUN MEDIA

Last Updated: 14th October 2009, 5:57pm

Several children have been admitted to CHEO with H1N1 virus symptoms.

The children's hospital started seeing a significant jump in emergency department visits last week, with a surge over the past few days of respiratory symptoms which doctors believe to be the H1N1 virus.

"Last week, it was mostly seasonal flu symptoms, but now it is more H1N1 symptoms," said CHEO spokeswoman Marie Belanger.

Some patients arriving at the emergency room are now in hospital, with Belanger not specifying the number, saying only "some children have been admitted."

The CHEO patients are among the first of the anticipated second wave of the respiratory virus. Since the start of the first wave, which began in April, 361 people in Ottawa have tested positive for the H1N1 flu, with half of them children and teenagers.

Thomas Hayes, who chairs a committee of emergency planners from Ottawa-area hospitals and nursing homes, said 15-20% of emergency room patients at CHEO in the past few days had flu-like symptoms.

"It's a pretty significant increase that's consistent with the spring and summer numbers," said Hayes of the jump in the CHEO numbers that began last week.

Other area hospitals are also seeing increased traffic from patients with respiratory illnesses, but CHEO's ER has seen the biggest surge, said Hayes.

Last week, CHEO officials said the spike in ER visits was partly due to panicky parents who should have gone to a family doctor first.

The public is still confused about the differences between mild, moderate and severe H1N1 symptoms, said Dr. Merrilee Fullerton, president of the Academy of Medicine Ottawa.

"Not every child with a fever needs to go to CHEO," said Fullerton.

Reports of the new hospital cases come after a startling new report in the Journal of the American Medical Association earlier this week that showed 67% of Canadians who died of H1N1 or spent weeks in intensive care were healthy women and close to 30% were children.

Meanwhile, with the H1N1 vaccine expected for rollout in mid-November, local hospital officials continue to encourage nurses and doctors and other health care staff to get the shot when it's available.

While usually only 50% of the Ottawa Hospital's 14,000 staff and volunteers get the seasonal flu shot every year, health care workers are being "strongly encouraged" to get the shot at hospital-run clinics when it's ready, said Hayes.

donna.casey@sunmedia.ca

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

Lisgar parents ask board to wait for other reviews

THE OTTAWA CITIZEN OCTOBER 15, 2009 4:06 AM

Every year Lisgar looks forward to welcoming students from many high schools across the region (on a first-come, first-serve basis) because they enrich our school population and keep our school strong and thriving. Last year, the students whom Lisgar welcomed from the Rideau High School catchment area represented 10 per cent of the total number of transfer students.

Anyone who has visited Lisgar would know that our school, like many Ottawa schools, has a population that is rich with students from a variety of ethnic backgrounds. A high proportion of Lisgar's students are the children of immigrants, including new immigrants.

The main concern that the Lisgar parents have with the Beacon Hill-Ottawa East Accommodation Review Committee (ARC) report has nothing to do with the fact that Rideau is the high school that has been selected for closure. Lisgar's legitimate concerns would be same whether the school recommended for closure was Rideau, nearby Glebe or Nepean (possibly the high school with the fewest immigrant families in the region).

Lisgar's main concern is that the ARC report (with its recommendation to stop student transfers to Lisgar), the transfer policy review (which has not released its recommendations yet), and the high school gifted program review (which has also not released its recommendations yet) may impact Lisgar in ways that could have detrimental effects on Lisgar's strong programs, the balance of those programs and even the balance of grades in the school.

One of the little known recommendations in the Ottawa East ARC report would reduce the number of students transferring to Lisgar to zero for the next school year and for an undetermined number of years in the future. Everyone who is considering transferring their children to Lisgar next year, the year after, or even after that, should be concerned about this review and the review of the student transfer policy that is also to be decided on in December.

The Lisgar parents have a well-founded issue with being expected to prepare a response to the ARC report recommendations without knowing how the other reviews could have a cumulative effect on Lisgar.

Lynn Honsberger,

Ottawa

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

You can't ban the burqa

Whatever one thinks about concealing garb for Muslim women, there is no doubt about one's constitutional right to wear it

BY JAMES MORTON, CITIZEN SPECIAL OCTOBER 15, 2009 4:06 AM

Thomas Jefferson said "the legitimate powers of government extend to such acts only as are injurious to others. But it does me no injury for my neighbour to say there are 20 gods, or no god. It neither picks my pocket nor breaks my leg." In the same way that belief in 20 gods or none does no harm to others, so wearing special religious garb, whether that of Wahhabis or Sikhs or Hassid Jews harms none.

The strict covering of women in head to foot garb such as the burqa comes as a shock to many Canadians. Certainly the burqa and the niqab are way beyond what is usually seen or expected in Canada and pose a major challenge to the integration into Canadian society of women who wear them. But the freedom to practise a religion that is consistent with majority beliefs is hardly a major freedom -- the freedoms that must be protected are those that cause discomfort to majorities.

In that context, the Muslim Canadian Congress recently asked Prime Minister Stephen Harper's government to ban face-covering veils such as the burqa because of concerns they oppress women and can compromise security. As a legal matter, the request is absurd. There is no doubt that, regardless of whether wearing a burqa is an impediment to the assimilation of its wearer, there is a constitutional right to wear one.

In 2006 the Supreme Court of Canada considered the issue of a 12-year-old Sikh, Gurbaj Singh, who wanted to continue wearing a kirpan (a ceremonial dagger worn by Sikhs) to school. The court found in favour of Singh and that decision would govern should any government attempt to try to ban burqas.

In Singh's case, the court held that for a claim to freedom of religion to succeed, an individual should show a sincere belief that a practice is connected to a religious obligation. The court would not judge whether a religious obligation existed but rather would only look to the sincerity of belief. Despite arguments that the burqa is merely cultural, it is obvious that certain Islamic groups sincerely consider wearing the burqa to be a religious obligation.

Next, the infringement of freedom of religion should be serious. Again, while not all (or indeed many) Muslims see the burqa as integral to their faith, some do consider the burqa a significant religious obligation. The wearing of a burqa as a part of religious freedom is clear.

That said, an infringement of freedom of religion can be upheld if there was a reasonable justification in a free and democratic society for the infringement. Here, the argument from a security perspective seems thin at best -- while there are scattered reports of burqas being used to disguise (male) criminals during robberies such incidents are extremely rare. Moreover, the misuse of a religious item hardly

seems to justify banning that item's legitimate use.

The argument as to gender equality has more strength, but would require some demonstration that the women wearing the burqa were doing so against their will or, perhaps, that the wearing of a burqa by a trivial number of women was impacting seriously on broader equality rights in Canada. Such a showing would be factually impossible.

Canada has assimilated groups in the past who wear special religious clothing; the Sikh Mountie is almost a Canadian icon. Amish and Hutterite dress raises no concerns anymore. The burqa may not survive long in Canada before it is replaced by a less restrictive headscarf. Regardless, the right to wear a burqa is clear.

James Morton is a lawyer and past president of the Ontario Bar Association.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Council OKs big-box store at former high school

BY MOHAMMED ADAM, THE OTTAWA CITIZEN OCTOBER 15, 2009 7:19 AM

OTTAWA — City council Wednesday gave a green light to the development of a 150,000-square-foot store on the site of the former Laurentian High School, despite objections from some councillors who say it will create a massive traffic bottleneck on Baseline, Clyde and Merivale roads.

Council voted 17-4 to approve the development after Councillor Maria McRae, who represents the area, said the plan is good for the neighbourhood and has community support. The shopping mall also includes 750 surface parking spaces and offices. The first phase of the project is the big-box store, but the city says later development will include homes.

But some councillors, including Rick Chiarelli and Clive Doucet, opposed the project, saying the city should not be approving more box stores just to satisfy the ambitions of developers.

Chiarelli said Merivale and Baseline roads are already bursting at the seams and adding a big store attracting more traffic would be disastrous.

He said Merivale, Clyde and Baseline have been failing for years and if the city is not going to improve the roads, it should not add to the problem. He is particularly worried that lands opposite the former high school have already been zoned for the development of big-box stores, and that adding one before the others are built is incomprehensible.

"We will be the first council to add to the problem," Chiarelli warned in vain.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Bear sightings put Wakefield school on alert

Wildlife service unable to capture orphaned cub

BY TONY LOFARO, THE OTTAWA CITIZEN OCTOBER 15, 2009 7:17 AM

OTTAWA — The reported sightings of black bears near Wakefield Elementary School has prompted the Western Quebec School Board to hire extra staff to protect schoolchildren during recess.

An orphaned cub has been spotted near the school yard and the Quebec Wildlife Protection Service has been unable to capture the animal, causing concern among school officials and parents.

But the appearance of black bears and their cubs is a common sight in the general area during this time of year, according to a ministry spokesman.

The elementary school is located on Chemin Caves in Wakefield, just outside Gatineau Park where bears are found.

"We've been getting calls every day for the last month about sightings of black bears," said ministry spokesman Michel Bergeron, adding that bear sightings have been reported in Masham, Wakefield, Gatineau and Val des Monts.

"Bears are very abundant and they're been forced to look for food," he said, said Bergeron, adding the bears are on the hunt for apple trees, bird feeders and like to rummage through garbage cans.

"They're like big raccoons, they go for the easy food. There is less food accessible in the wild so they come closer to where people are," he said.

Bergeron said the bears are a potential threat to schoolchildren, but there hasn't been any reports of bears attacking children or adults in many years.

"It's a wild animal, but since 1995 there hasn't been any incidents," he added.

He said bears are not any more dangerous than stray dogs, but people should take precautions.

Parents whose children attend Wakefield Elementary School were sent an e-mail recently informing them about the bear situation.

"In order to allow the children to play outside from now until hibernation, the Western Quebec School Board has permitted me to hire additional noon hour supervisory staff for the "big recess." Regular staff members will be providing additional supervision during the 15-minute morning "little recess," says the e-mail addressed to parents from Rolla McIntosh, the school's principal.

"Prior to the start of school in the early morning students will be coming directly into the school from the buses. If you are dropping your child off at school in the morning, please ensure that he/she enters the building as there will be no supervision on the playground at this time," says the e-mail.

School officials on Wednesday did not return calls to the Citizen to clarify the situation.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Upcoming seasonal-flu vaccine clinics for people age 65 and over

THE OTTAWA CITIZEN OCTOBER 15, 2009 4:06 AM

- Saturday, Oct. 24 from 8:30 a.m. to 3:30 p.m. at The Good Companions Seniors' Centre, located at 670 Albert St.

- Monday, Oct. 26 from 2:30 p.m. to 8:30 p.m. at Sir Wilfrid Laurier Secondary School, located at 1515 Tenth Line Rd. in Orléans.

- Thursday, Oct. 29 from 8 a.m. to 4:30 p.m. at Sir Guy Carleton Secondary School, located at 55 Centrepointe Dr. in Nepean.

- Saturday, Oct. 31 from 8:30 a.m. to 3:30 p.m. at Centre Pauline-Charron, located at 164 Jeanne-Mance St.

- Monday, Nov. 2 from 2:30 p.m. to 8:30 p.m. at South Carleton High School, located at 3673 McBean Rd. in Richmond.

- Wednesday, Nov. 4 from 2:30 p.m. to 8:30 p.m. at Osgoode Township High School, located at 2800 8th Line Rd. in Metcalfe.

- Thursday, Nov. 5 from 2:30 p.m. to 8:30 p.m. at Kinburn Client Services Centre, located at 5670 Carp Rd. in Kinburn.

- Thursday, Nov. 12 from 3:30 p.m. to 8:30 p.m. at Heritage Public School, located at 1375 Colonial Rd. in Navan.

For more details on these and upcoming flu-vaccine clinics, please visit the City of Ottawa website at ottawa.ca .

- - -

[Online H1N1 coverage](#)

[Read factsheets, Q&As and the latest info](#)

[See a gallery of swine-flu related photographs from Canada](#)

[Watch a video report on Canada's H1N1 priorities](#)

Family begs for Justin to check in

Break from home OK if boy needs it, family friend says

BY NECO COCKBURN AND ZEV SINGER, THE OTTAWA CITIZEN OCTOBER 15, 2009 4:06 AM

Justin Rutter doesn't have to come home if he doesn't want to, his family says. The most important thing is to let them know he's OK.

The search for the missing 14-year-old boy is nearing the end of its first week as relatives, friends and volunteers continue to search the streets.

Police also continue to track down leads and reported sightings, mainly in the ByWard Market, Lowertown and Vanier areas.

Justin, was last seen the night of Oct. 8. His family is torn between the possibilities that he ran away or met with misfortune.

Late in the day Wednesday, police issued a plea stressing to Justin or anyone in contact with him, "that he is not in trouble whatsoever with the police."

Although investigators have not ruled out foul play, they believe he likely ran away.

Shannon Lafrance, a family friend who has helped co-ordinate the large volunteer effort to find the boy, said returning Justin to his home is not the main goal.

"If he has run away, obviously he has his reasons in his mind that he's run away," she said, adding that if Justin needs to spend some time somewhere else, no one will force him to go home. But he should call his parents and let them know he's all right.

"They deserve the right and the peace of mind to know he's safe. They're his parents," Lafrance said.

Justin's mother, Jaye Rutter, attending a church meeting Wednesday night where more than 60 people joined the family to pray for Justin, said she, too, would be OK with Justin staying somewhere else, if that's what he feels he needs.

"I'm fine with that, as long as he's safe. That's all I need to know," she said. "We can't continue like this."

Elsbeth McKay, executive director of Operation Come Home, said her agency receives 10 to 15 calls each day from youth who have run away.

The agency, which provides programs and services for homeless youth aged 16 and up, re-united

about 125 youths with their families last year.

Locally, the agency works with 200 to 250 youth each year, some of which involves reuniting runaways with their families, McKay said.

"Most of the time, once (runaways) have decided to call us they're in a crisis situation of some kind," she said.

Runaways who realize they have made a mistake will often call home or an agency within the first month of disappearing, but it's not unusual not to hear anything during the first week, McKay said.

"They're not necessarily going to call home within the first week, simply because they may still be having a good time. They may not have come across something that they're concerned about," McKay said.

"For the first time, you think that it's fun and that it's a safe thing to do, but it's really not very safe."

Operation Come Home and other agencies such as the Youth Services Bureau of Ottawa will contact police if they come across a missing person who is under 16.

Alex Munter, executive director of the Youth Services Bureau of Ottawa, said staff are aware of Justin's disappearance and pictures of him are posted at the agency's downtown drop-in centre and its two downtown shelters.

"It would be rare for youths under 16 to disappear for more than a day or two without contacting someone. It doesn't happen often and should be taken seriously," he said.

The Youth Services Bureau's drop-in centre is for youths aged 16 and older, Munter said, but the agency also operates a 24-hour crisis line (613-260-2360) that can be used by younger teens and their parents.

Munter said his agency deals with about 1,200 "street-involved" youth aged 16 and older on an annual basis.

McKay said some runaways will eventually get in touch with agencies or their families when faced with potential physical harm, when they're scared of someone they have encountered or when they have broken the law, she said.

"They realize in a very short period of time that they've made a mistake and that they need to get back home," McKay said.

Justin is described as white, about five-foot-four and 110 pounds with a slim build, short, light-brown

hair and brown eyes. He was last seen wearing dark-blue jeans.

Anyone with information about Justin is asked to call the Ottawa Police Youth Intervention and Diversion Section at 613-236-1222, ext. 5355, or Crime Stoppers at 613-233-8477.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Community rallies for Colonel By school

Examines options despite reprieve

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN OCTOBER 15, 2009 4:06 AM

The community around top-performing Colonel By Secondary School is rallying around the school -- even though another high school has been named as the candidate to close next September.

The Beacon Hill North Community Association, whose territory includes Colonel By, has been "examining the options" in case Colonel By and not Rideau High School becomes the one school trustees decide to close when they make their decisions Dec. 15.

The push to protect Colonel By includes exploring legal avenues, said community association president Tim Tierney, a communications strategist.

"You always want to make sure you're prepared for the worst," said Tierney, who has worked on about 35 political campaigns in recent years and last spring headed the Colonel By Counts committee.

The association has about 1,000 people on its e-mail list, hundreds more Colonel By supporters on another list and an undisclosed amount of money ready to aid the campaign.

"It's not a lot of money, but we're prepared for any eventuality," said Tierney.

Rideau High School was named by school board staff report as the school to close in a process that considered three high schools in the area, including Colonel By and Gloucester High School.

The area review committee, which consisted of representatives from the community and schools, advised closing none of the high schools. At least one date, Nov. 23, has been set aside for public input.

"I think all three high schools aren't out of the woods," said Tierney.

"You never know what might happen."

Colonel By ranked the best in the city by the Fraser Institute last spring. The school is home to the rigorous International Baccalaureate (IB) program, the only one of its kind in Ottawa's English public board. Of the school's approximately 1,200 students, almost half are IB students. Only 266 students, including 66 IB students, live within its attendance boundary, which is the smallest in the school board.

Without the IB program and transfers, Colonel By would not be viable, noted the board report.

If the IB program is relocated, the program office must receive at least a year for re-accreditation, said

Tierney.

Last spring, three public meetings about the future of the three schools each attracted hundreds of parents and community members, including one meeting at Rideau High School in which more than three-quarters of those attending were Colonel By supporters, said Tierney.

Meanwhile, strategizing what to do next will be at the top of the agenda of the Beacon Hill North Community Association annual general meeting, taking place tonight at Colonel By at 7 p.m.

Among the possibilities is an aggressive campaign to protect Colonel By. Another would be fighting to keep all three high schools open without any specific reference to Colonel By.

Tierney said Ottawa-Vanier Liberal MP Mauril Bélanger, trustee David Moen and Beacon Hill-Cyrville Councillor Michel Bellemare have confirmed they will attend the meeting.

Last spring, Tierney's group enlisted comedian Tom Green, an alumnus of the school, to support the campaign. The committee also tried to track down other famed alumni, including actor Tom Cruise and rocker Bryan Adams, but was unsuccessful.

Green is still standing by to offer support, said Tierney. "He's on my Facebook group. Sometimes he'll drop me a line and ask what's going on."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen